



# La digitalisation : un levier stratégique pour la formalisation en Tunisie

Salwa Trabelsi\* et Imen Nouira\*\*

*L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur*

*Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.*



\* Professeure en Sciences Economiques, Université de Tunis, ESSECT, DEFI.

\*\* Ingénieure en statistique et analyse de l'information, Université de Tunis, ESSECT, DEFI.

Un enjeu structurel majeur pour l'économie tunisienne : l'ampleur de l'économie informelle constitue un obstacle significatif à la mobilisation des ressources publiques, à l'équité sociale et à l'efficacité des politiques de développement.

Une digitalisation encore insuffisamment transformative : malgré l'introduction de plusieurs outils numériques, l'approche demeure fragmentée, limitant son impact sur la formalisation, en particulier pour les acteurs de l'informalité de subsistance.

# Messages clés

Une condition de réussite institutionnelle et politique : l'expérience internationale montre que seule une gouvernance centralisée, appuyée par une volonté politique forte et une mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et privés, permet de rendre la formalisation plus accessible, plus rapide et moins coûteuse.

La nécessité d'une transformation numérique intégrée : faire de la digitalisation un levier effectif de formalisation suppose une refonte globale de l'administration, fondée sur l'interopérabilité des systèmes, la centralisation des données et la dématérialisation complète des parcours administratifs.

Des leviers technologiques au service de l'équité et de l'inclusion : l'exploitation avancée des données pour le contrôle fiscal, combinée au développement des paiements numériques et de l'inclusion financière, est essentielle pour renforcer l'efficacité de l'action publique et l'accès aux droits sociaux.

## CONTEXTE

D'une manière générale et simple, l'économie informelle est constituée de toute activité économique réalisée par des travailleurs ou des unités économiques et qui n'est pas couverte ou est insuffisamment couverte – selon la loi ou en pratique – par des dispositions officielles (ITES, 2023), et elle est abordée de manière hétérogène dans la littérature : certaines approches l'interprètent comme une forme de survie et d'adaptation aux contraintes économiques, tandis que d'autres l'associent principalement à l'évasion fiscale et au contournement des obligations réglementaires.

L'économie informelle en Tunisie constitue un défi structurel majeur, représentant une part significative de l'activité économique tout en limitant la mobilisation des ressources publiques, la justice sociale et la stabilité économique. Selon une étude conjointe du PNUD et de l'OIT (2022), ce secteur contribuait à 35,2 % du PIB et employait environ 917 700 travailleurs, soit 26,8 % de la population active, avec une concentration élevée dans l'agriculture (85,6 % d'emplois informels), le bâtiment (69,2 %) et le commerce (64 %). Les jeunes, notamment ceux âgés de 15 à 19 ans, sont particulièrement concernés, avec plus de 80 % exerçant une activité informelle. En 2019, l'ITES estimait un manque à gagner fiscal de 5,4 milliards de dinars imputable à ce secteur. Au-delà de l'impact fiscal, l'informalité prive une large frange de la population, femmes, jeunes précaires et habitants des zones rurales, de protection sociale, de droits syndicaux et de stabilité juridique.

Pour ces groupes, l'économie informelle constitue souvent une stratégie de survie, en raison de l'absence d'opportunités viables dans le secteur formel. Ce Policy brief porte donc une attention particulière à cette catégorie d'employés en informalité de subsistance, en soulignant les défis qu'ils rencontrent et la nécessité de solutions adaptées. La digitalisation agit sur l'informalité par un ensemble de mécanismes complémentaires : elle réduit les coûts et la complexité des démarches administratives, renforce la transparence et la traçabilité des procédures, facilite l'accès aux services publics et sociaux et améliore la confiance des citoyens dans l'État. Grâce à l'identification numérique, aux signatures électroniques et à l'interopérabilité des systèmes de données, les micro-entrepreneurs peuvent accomplir l'ensemble des étapes de formalisation plus facilement et sans déplacements inutiles. Les paiements électroniques et les solutions de fintech favorisent l'inclusion financière des populations non bancarisées, tandis que l'usage des données permet un contrôle fiscal plus équitable et plus efficace.

## ANALYSE

La Tunisie a entrepris, dès 2014, une modernisation numérique ambitieuse à travers les programmes «Tunisie Digitale 2020» puis «Tunisie Digitale 2025». Cette stratégie vise à digitaliser les services publics, moderniser l'État et stimuler la transition vers l'économie numérique. Plusieurs outils ont été mis en place : l'identité numérique (E-Houwiya), le portail citoyen (E-Bawaba), le courrier officiel électronique (E-Barid) et les portefeuilles électroniques (E-Wallet)... La digitalisation des paiements électroniques a également connu une croissance significative, avec une augmentation de plus de 40 % des transactions au premier semestre de 2023 par rapport à la même période de 2022, selon les données de la Banque centrale de Tunisie. Le Registre national

des entreprises (RNE) a déployé une stratégie de digitalisation visant à simplifier les procédures et à réduire les délais de traitement. Cette plateforme électronique permet aux porteurs de projets d'enregistrer leur entreprise à distance. Elle facilite également l'obtention en ligne de l'extrait de registre, document indispensable pour accéder à divers services. La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a progressivement digitalisé ses services afin d'améliorer les prestations pour ses affiliés et de simplifier les démarches administratives. Elle propose un espace en ligne pour la Télédéclaration des Salaires et le Télépaiement des Cotisations sociales permettant aux entreprises de s'acquitter de leurs obligations de manière sécurisée, sans se déplacer physiquement. L'introduction du statut d'auto-entrepreneur en ligne, offrant un enregistrement simplifié, une exonération fiscale temporaire et un accès facilité à la sécurité sociale, représente une avancée prometteuse pour intégrer davantage de travailleurs indépendants dans le secteur formel. (ITCEQ, 2024)

Malgré ces progrès, la digitalisation n'a pas encore entraîné de transformation structurelle profonde. L'exécution des politiques numériques reste partielle, en raison notamment de l'instabilité politique, du manque de coordination institutionnelle, de la fragmentation des initiatives et de la lenteur dans la passation des marchés publics, qui retarde la sélection de prestataires et l'acquisition de solutions numériques. Les démarches administratives demeurent largement dépendantes du papier, des guichets physiques et des signatures manuscrites, surtout dans les régions intérieures. La nécessité pour les entreprises de se déplacer vers les administrations, combinée à la complexité des plateformes numériques et aux problèmes de couverture réseau, constitue une source majeure d'insatisfaction et limite l'usage effectif des services en ligne (ITCEQ, 2024). La résistance au changement au sein de l'administration constitue un obstacle supplémentaire, souvent lié à la crainte de perdre le contrôle sur les procédures ou à la nécessité de se conformer à une réglementation encore dépendante de la présence physique et des documents papier. Le statut d'auto-entrepreneur, qui a nécessité plus de quatre ans pour devenir opérationnel, souffre toujours d'un manque de visibilité et d'un accès inégal, notamment dans les régions défavorisées, et la liste des bénéficiaires éligibles reste incomplète malgré plusieurs amendements (Skander Sallemi, 2025).

En parallèle, les travailleurs informels ne perçoivent pas d'avantages immédiats à la formalisation. Les charges fiscales et sociales sont élevées par rapport à la perception de la qualité ou de la rapidité des services publics et sociaux, qui restent souvent insuffisants pour compenser les nouvelles obligations... Enfin, la fracture numérique reste importante : de nombreux citoyens, notamment les femmes rurales et les jeunes non diplômés, n'ont ni les compétences ni les outils pour naviguer dans les plateformes numériques.

Dans plusieurs pays, la digitalisation de l'administration a révélé son potentiel pour favoriser la formalisation, améliorer la prestation des services publics et renforcer l'inclusion socio-économique. Le cas de l'Estonie est aujourd'hui un modèle mondial : grâce à une identité numérique universelle et à l'interconnexion des bases de données publiques, 100 % des services publics sont disponibles en ligne. Cela a considérablement réduit la bureaucratie, accéléré les procédures et permis une gestion administrative efficace, accessible à toute la population. Les gains sont significatifs : les signatures électroniques permettent d'économiser chaque année l'équivalent de 2 % du PIB, les décisions gouvernementales sont prises 10 fois

plus rapidement, et plus de 80 % des usagers se déclarent satisfaits des services numériques (e\_estonia site web). Le Rwanda constitue aussi l'un des exemples les plus inspirants de transformation digitale réussie en Afrique, notamment en matière de formalisation et d'accès équitable aux services publics. À travers la plateforme IremboGov, lancée en 2015, le pays a réussi à centraliser et digitaliser des centaines de services administratifs essentiels, réduisant ainsi drastiquement les coûts, délais et obstacles à la conformité administrative. Cette stratégie, appuyée par une vision politique forte et un cadre réglementaire adapté, a permis d'élargir l'accès aux services officiels, y compris pour les populations vulnérables ou vivant dans les zones rurales grâce au recours aux services USSD (services accessibles depuis n'importe quel téléphone mobile, y compris les appareils basiques ne disposant pas d'Internet) et aux agents d'appui. En abaissant les barrières à l'entrée dans le secteur formel et en simplifiant les démarches via des procédures numériques accessibles, le modèle rwandais démontre comment une digitalisation cohérente et inclusive peut accélérer la formalisation, renforcer la transparence et améliorer la confiance des citoyens dans l'État. L'Inde, à travers son système d'identité biométrique, a réduit la fraude, accéléré les paiements et amélioré la couverture sociale auprès des ménages les plus pauvres et favorisé l'entrée de millions de personnes dans les circuits formels. Ces exemples soulignent que la réussite d'une transition numérique inclusive ne dépend pas uniquement du potentiel technologique ou des outils disponibles, mais repose aussi sur une vision stratégique claire, une gouvernance stable, un cadre réglementaire adapté et un accompagnement humain soutenu.

## SCÉNARIOS

Dans cette analyse, nous présentons deux scénarios distincts : le scénario « Business As Usual », reflétant la continuité des pratiques actuelles, et le scénario d'une approche centralisée, visant à renforcer la coordination et l'efficacité des procédures.

### **Scénario 1 : Business As Usual**

Si l'État tunisien continue dans cette approche fragmentée et insuffisamment coordonnée, les dynamiques de l'informalité risquent de s'amplifier. Cela pourrait entraîner une évasion fiscale accrue, réduisant drastiquement les capacités de l'État à financer les politiques publiques. Ce scénario renforcerait également la précarité sociale : très peu de travailleurs informels disposent d'une couverture sociale et leur exposition aux chocs économiques resterait élevée. À long terme, l'ampleur de l'informalité pourrait freiner la croissance économique, limiter l'attractivité du pays pour les investisseurs et compromettre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

### **Scénario 2 : L'adoption d'une stratégie globale, intégrée et centralisée**

L'État peut opter pour une stratégie globale, intégrée et centralisée, articulée autour de cinq axes complémentaires et interconnectés :

#### **Axe 1 : Renforcement de l'efficacité de l'administration numérique**

Cet axe vise à bâtir une administration numérique performante, cohérente et fiable, capable de soutenir la transition vers le formel. Il s'agit de rendre la digitalisation obligatoire pour les services administratifs essentiels (enregistrement des entreprises, fiscalité, cotisations sociales, attestations, etc.) afin d'éliminer

les démarches papier et de réduire les frictions bureaucratiques. La création d'une plateforme digitale unifiée, simple d'utilisation, permettrait de centraliser l'ensemble des démarches. Sa réussite repose sur une gouvernance centrale forte, une meilleure coordination entre institutions et une interopérabilité complète des bases de données publiques. En réduisant les interactions directes avec les agents et en automatisant les procédures, la digitalisation contribue également à limiter les risques de corruption et à renforcer la transparence. Un cadre réglementaire modernisé doit simplifier les procédures, légaliser pleinement l'identification et la signature électroniques et permettre l'échange sécurisé de données.

### **Axe 2 : Attractivité de la formalisation grâce à des incitations économiques**

Pour encourager la formalisation, il est essentiel de réduire les barrières économiques et de valoriser les avantages du secteur formel. Des exonérations fiscales temporaires et des cotisations sociales adaptées aux revenus peuvent alléger le coût initial pour les nouveaux auto-entrepreneurs. La simplification des démarches et la digitalisation des services permettent également de réduire les coûts de transaction, en diminuant le temps perdu, les déplacements et les efforts administratifs nécessaires pour s'enregistrer, payer les cotisations ou obtenir des attestations. Par ailleurs, l'inclusion financière, facilitée par des outils numériques tels que les portefeuilles électroniques, les paiements mobiles et les comptes simplifiés, permet aux populations marginalisées d'accéder aux services financiers et de sécuriser leurs transactions.

### **Axe 3 : Inclusion numérique pour une accessibilité universelle**

L'inclusion numérique est cruciale pour garantir que la digitalisation profite à tous, en particulier aux populations marginalisées. Cet axe propose de rendre les plateformes numériques accessibles via des téléphones mobiles à faible coût, avec des interfaces simples et des options vocales pour les personnes peu alphabétisées. Des programmes de formation, animés par des formateurs locaux, devraient être déployés à grande échelle dans les régions rurales et les quartiers défavorisés, ciblant les femmes rurales, les jeunes précaires et les petits travailleurs indépendants... Cet axe garantit que les innovations technologiques n'excluent pas les plus vulnérables, mais les intègrent dans une économie numérique inclusive.

### **Axe 4 : Mobilisation communautaire pour un ancrage local**

La mobilisation des communautés locales est essentielle pour surmonter les freins socio-culturels et les biais cognitifs, tels que la méfiance envers les institutions publiques et la préférence pour les transactions informelles. Cet axe propose de collaborer avec des associations communautaires, des coopératives et des leaders locaux pour promouvoir la formalisation à l'échelle locale. Des campagnes de sensibilisation, utilisant des canaux populaires comme la radio, les réseaux sociaux et les événements communautaires, devraient mettre en avant des témoignages de travailleurs ayant réussi leur transition vers le secteur formel. Ces initiatives, ancrées dans les réalités culturelles et régionales, renforceraient la proximité avec les populations et dissiperaient les réticences.

### **Axe 5 : Promotion de la confiance numérique**

La confiance des citoyens dans les outils numériques est un prérequis pour leur adoption massive. Cet axe

met l'accent sur le renforcement de la cybersécurité pour protéger les données des utilisateurs. Cet axe vise à dissiper les craintes liées à la confidentialité et à encourager les travailleurs informels à s'engager dans des interactions numériques avec l'administration, condition essentielle pour une formalisation durable.

## **RECOMMANDATION**

Pour faire de la digitalisation un levier stratégique de formalisation de l'économie informelle, l'État doit adopter une stratégie globale, intégrée et centralisée. Cette stratégie vise à rendre la formalisation plus accessible et attractive, notamment pour la population vulnérable, tout en surmontant les obstacles institutionnels, économiques et culturels. En centralisant les démarches via une plateforme numérique unifiée et conviviale, l'État peut simplifier l'enregistrement et la fiscalité, renforçant ainsi sa crédibilité et sa transparence. Des initiatives adéquates et soigneusement conçues, tenant compte du contexte local et des causes structurelles de l'informalité, pourraient encourager l'entrée dans le secteur formel. La valorisation de parcours de réussite et la collaboration avec les associations locales renforceraient l'ancrage communautaire de cette transition. Enfin, en garantissant la cybersécurité et la transparence, l'État instaurera une confiance numérique essentielle. Ensemble, ces leviers permettent de transformer la digitalisation en moteur de croissance inclusive et durable.

## **CONCLUSION**

La digitalisation n'est pas un luxe, mais un levier stratégique pour transformer l'économie informelle tunisienne en opportunité de croissance inclusive. Les outils sont en place, les compétences existent, et les premiers jalons sont posés. Ce qui manque, c'est une vision intégrée, une coordination rigoureuse et une mise en œuvre immédiate. En agissant dès maintenant via une gouvernance numérique renforcée, des incitations économiques attractives et une inclusion ciblée, la Tunisie peut réduire l'informalité, renforcer l'équité sociale et stimuler la compétitivité économique. L'inaction, en revanche, risque d'aggraver les inégalités et de freiner le développement. Les décideurs sont appelés à encourager une mobilisation concertée des ministères, des collectivités locales, du secteur privé et des partenaires internationaux pour concrétiser cette vision ambitieuse d'une économie inclusive et formalisée.

## **RÉFÉRENCES**

Banque centrale de Tunisie (BCT). Rapport annuel 2023. Tunis, Tunisie.

Banque mondiale. (2020). Rwanda economic update: Accelerating digital transformation in Rwanda. Washington, DC : World Bank.

Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ). (2021, avril). Tunisie : la e\_Gov à l'ère du digital : optique administration citoyen. Tunis, Tunisie : ITCEQ.

Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ). (2024, janvier). La digitalisation des services administratifs en Tunisie : classement international et perception des chefs d'entreprise. Tunis, Tunisie : ITCEQ.

Institut tunisien des études stratégiques (ITES). (2023). Secteur informel : Inclusion, transition et conformité. Tunis, Tunisie : ITES.

Ministère des Technologies de la communication et de la Transformation digitale. (2020). Plan national stratégique Tunisie Digitale 2020. Tunis, Tunisie.

Mohammed, N., Kristensen, J. K., Kallaur, E., & Davenport, S. (2023, 14 mars). Renforcer la résilience dans la région MENA grâce à la transformation numérique du secteur public. Blog de la Banque mondiale.

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) & Organisation internationale du travail (OIT). (2022). L'économie informelle en Tunisie : Définitions, analyse exploratoire et esquisse d'une stratégie intégrée. PNUD

[https://e-estonia.com/wp-content/uploads/factsheet\\_e-governance.pdf](https://e-estonia.com/wp-content/uploads/factsheet_e-governance.pdf)

<https://www.lapresse.tn/2025/04/27/tribune-formalisation-de-leconomie-ce-que-la-fiscalite-ne-peut-pas-faire-seule>

[https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20190329\\_inde.pdf](https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20190329_inde.pdf)

asectu.contact@gmail.com

Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Noura, 2037 Enaser

*Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.*